



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026-04-06-00004

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Communauté de Communes Grand Sud Tarn et Garonne sur la commune de Dieupentale
Modifications et extension des garages de la Déchetterie – Quai de transfert de Dieupentale.

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

***Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712 ;

VU le récépissé de déclaration n° 2006-0830 du 19 octobre 2006 délivré à Monsieur le Président du SIEEOM de Grisolles et Verdun pour l'exploitation d'une déchetterie à DIEUPENTALE, lieu-dit « Fraysse»,

VU l'arrêté préfectoral n° 86-288 du 14 mars 1986 autorisant le Président du syndicat intercommunal de Grisolles et Verdun sur Garonne à exploiter une station de transit d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de DIEUPENTALE (82 170), lieu-dit « Fraysse »,

VU l'arrêté préfectoral modifiant le tableau de classement n° 2011179-0005 du 28 juin 2011 pour les quais de transfert (rubriques n° 2713-2, 2714-2 et 2716-2 des ICPE),

VU l'arrêté préfectoral modifiant le tableau de classement n° 2013109-002 du 19 avril 2013 de la déchetterie,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2017-06-07-002 du 07 juin 2017, autorisant la Communauté de Communes Grand Sud Tarn et Garonne, à exploiter au 350 Chemin de la Fraysse une déchetterie et un quai de transfert au sur le territoire de la commune de Dieupentale ;

VU la demande de modifications des conditions d'exploiter l'installation de stockage de déchets non-dangereux exploitée sur la commune de Dieupentale (82 170) présentée par l'exploitant le 21 décembre 2023 et complétée le 22 avril 2024 ;

VU l'avis du SDIS82 en date du 03 juillet 2025 ;

VU l'avis de la DDT82 Service Eau et Biodiversité en date du 11 janvier 2024 ;

VU l'avis de la ARS82 en date du 02 janvier 2024 et du 12 janvier 2024 ;

VU le rapport de l'inspection en date du 12 septembre 2025

VU le projet d'arrêté porté, le 16 décembre 2025 par courrier à la connaissance du demandeur ;

VU le retour du demandeur en date du 17 décembre 2025 mentionnant son absence d'observations sur les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que l'activité consiste en la collecte de déchets apportés par le producteur initial, et de tri, transit ou regroupement d'ordures ménagères résiduelles de déchets non dangereux issus de la collecte sélective ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées ne concernent que l'agrandissement des garages et la réhabilitation de l'aire de lavage existante avec mise en conformité de la gestion des eaux pluviales. Les aménagements n'ont pas d'impact sur le fonctionnement du site, le reste du site demeurant inchangé ;

CONSIDÉRANT que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site et qu'il n'accroît pas significativement les nuisances du site ;

CONSIDÉRANT que le projet de modifications susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de mettre à jour les prescriptions du site afin de mettre à jour la situation administrative au titre ICPE et actualiser les prescriptions relatives aux moyens incendie, à la gestion des eaux pluviales et au confinement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions contenues dans cet arrêté sont de nature à garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des projets de modifications ne rendent pas nécessaires la consultation de Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CodeRST) ;

SUR proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Exploitant

La Communauté de Communes Grand Sud Tarn et Garonne, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 120 Av. Jean Jaurès, 82 370 Labastide-Saint-Pierre, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son installation de déchetterie et quai de transfert sise 350 Chemin de la Fraysse sur le territoire de la commune de Dieupentale (82 170).

ARTICLE 2 : Actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 28 juin 2011, du 19 avril 2013 et 07 juin 2017 sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Caducité

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

ARTICLE 4 : Arrêtés ministériels applicables à l'installation

L'exploitant respecte notamment pour ses installations les prescriptions des arrêtés ministériels (AM) suivants, ou tout texte s'y substituant :

L'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté ministériel l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement au titre des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716 et 2712.

L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 5 mai 2025 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté du 18 mai 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

ARTICLE 5 : Localisation

Les installations sont situées sur la commune de Dieupentale, sur les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles (section cadastrale et numéros)	Adresse
Dieupentale	Section A : n° 254 pp, 250pp, 249pp, 248,255 et 256.	350 Chemin de la Fraysse

Les installations mentionnées dans le présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 :Tableau de nomenclature des installations classées

Rubrique	Installation et activités	Quantité	Régime
2710-1.a)	Installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial 1. Collecte de déchets dangereux a) Supérieur à 7 tonnes	Quantité de déchets dangereux : 11,2 tonnes	A
2710-2.a)	Installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial 2. Collecte de déchets non dangereux a) Supérieur à 300 m ³	Volume de déchets non dangereux : 2 105 m ³	E
2794-2	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux 2. Supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieure à 30 t/j	Broyage de déchets verts : 7,2 tonnes / jour	D
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 1 000 m ³	Volume du transit des ordures ménagères résiduelles : 125 m ³ (5 bennes de 25 m ³)	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers-cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 1 000 m ³	Volume du transit de déchets non dangereux issus de la collecte sélective : 210 m ³ (6 bennes de 35 m ³)	D

4734-1 4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A-2) b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E) c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC) 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2) b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)	Stockages * de GNR existants : 8,5 tonnes enterrées 1,3 tonnes en aérien Stockages de GNR futurs : + 0,6 tonnes en aérien Stockage total de GNR : 12,7 tonnes	Non classé
------------------	--	---	------------

A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration à contrôle périodique – D : Déclaration

ARTICLE 7 : Conformité au dossier de demande

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

ARTICLE 8 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, et de demande de modifications,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté, ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 9 : Protection de la qualité de l'air.

Tout brûlage à l'air libre est interdit. Des mesures sont prises pour éviter la dispersion des poussières, notamment, lors du broyage des déchets verts. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées une procédure reprenant les mesures techniques et organisationnelles prévues dans ce cadre.

ARTICLE 10 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc. Le réseau sur le site est séparatif avec des évacuations distinctes en fonction des rejets :

- Les eaux pluviales de toitures sont d'abord stockées dans la cuve de récupération des eaux pluviales pour le lavage des véhicules puis canalisées vers une rétention de 13 m³ dans les espaces verts à l'Est du site par une canalisation en PEHD de diamètre 400 mm. Cette canalisation est équipée d'un vortex réglé à 0,5 L/s et surverse avant rejet (n°3) dans le fossé du chemin de la Fraysse, au sud du site.
- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de voiries) sont traitées par un dispositif de traitement adapté (type décanteur séparateur d'hydrocarbures) avant redirection vers les points de rejets au milieu naturel (fossés) de la zone Nord du site (n°1) et celui des zones Sud et centre (n°2).
- Les eaux domestiques sont traitées par la station d'épuration la plus proche.

Les coordonnées Lambert 93 des points de rejets du site sont :

Point de rejet	Coordonnées en Lambert 93	
	X	Y
1	561208	6309768
2	561190	6309750
3	561336	6309756

Valeurs limites de rejet :

- pH : 5,5 – 8,5 ;
- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- métaux totaux : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne annuelle quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration. Une mesure des concentrations des différents polluants est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'Environnement.

ARTICLE 11 : Protection du cadre de vie

Article 11-1 : Limitation des niveaux de bruit

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT <i>dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</i>	ÉMERGENCE ADMISSIBLE <i>pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</i>	ÉMERGENCE ADMISSIBLE <i>pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après notification du présent arrêté puis tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Ces mesures sont consignées dans le dossier « installations classées » prévu à l'article 9. Les mesures sont réalisées en période représentative de la nuisance, notamment, lors des campagnes de broyage de déchets verts.

Article 11-2 : Limitation des émissions lumineuses

Les émissions de lumière artificielle des installations d'éclairage extérieur et des éclairages intérieurs émis vers l'extérieur sont conçues de manière à prévenir, limiter et réduire les nuisances lumineuses, notamment les troubles excessifs aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes, entraînant un gaspillage énergétique ou empêchant l'observation du ciel nocturne.

Dans cet objectif les prescriptions sont :

- Adaptation du niveau d'éclairement à l'usage en adaptant les niveaux d'éclairement en fonction des usagers : piétons, véhicules, process. L'installation conservant un niveau de veille ;
- Emploi d'une photométrie adaptée par la mise en œuvre de luminaires avec un rapport ULR (flux lumineux sortant du luminaire) d'une valeur de 4% au maximum tout en adaptant la photométrie des luminaires pour éclairer les surfaces utiles ;
- Modulation de températures de couleur (Tc) adaptées, les températures de couleur maximales de l'éclairage sont de 2 700 K.
- Les éclairages extérieurs liés à une activité économique et situés dans un espace clos non couvert ou semi-couvert, sont éteints au plus tard 1 heure après la cessation de l'activité et sont rallumés à 7 heures du matin au plus tôt ou 1 heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt.

ARTICLE 12 : Prévention des risques technologiques

Article 12-1 : Dispositions constructives et organisation des stockages

Les stockages extérieurs sont organisés conformément aux prescriptions définies par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 et aux dispositions prévues dans tout dossier s'y substituant. Ils sont séparés par des mégablocs afin de limiter les effets dominos entre les îlots. Ces murs coupe-feu de 2H(REI 120) ont une hauteur minimale de 3 m.

Les limites des aires d'entreposage de déchets verts dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. L'exploitant justifiant du respect de la présence de murs coupe feu au niveau des séparations entre les locaux administratifs et les ateliers et garages.

Article 12-2 : Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 191 m³.

Une vanne de sectionnement est mise en place au niveau de l'ouvrage de régulation du bassin de rétention pour éviter tout rejet au milieu naturel des eaux d'extinction.

L'exploitant doit justifier du bon entretien et curage du dispositif de rétention externe afin d'assurer le volume minimal requis en tout temps. .

La régulation du débit de fuite du bassin de rétention, compte tenu du ratio de 3 L/s/ha à respecter, ne pourra être aménagé que par un système vortex ou un système équivalent à 1,5 L/s.

Les eaux d'extinction collectées, après analyses, sont éliminées vers les filières de traitement appropriées.

Article 12-3 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et a minima 270 m³ sur 2 heures disponibles pour les services d'incendie et de secours. Cette réserve est répartie entre la bache incendie de 90 m³ à l'Ouest du site et la bache de 180 m³ au Sud du site comme défini dans le dossier de porter à connaissance du 21 décembre 2023 susvisé et tout dossier s'y substituant. L'implantation de la réserve incendie de 180 m³ est conforme aux dispositions du RDDECI du Tarn-et-Garonne (notamment deux raccords de 100 mm, aire d'aspiration de 32 m², accessibilité en tout temps).

ARTICLE 13 : Prescription broyeur de déchets verts

La capacité maximale de broyage de bois est de 7,2 t/j.

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 concernant la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que l'arrêté d'autorisation du site y compris lors de l'utilisation du broyeur

ARTICLE 14 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 15 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et- pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 16 : Notification – Exécution

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne.

Copie en est adressée :

- au maire de la commune d'implantation ;
- au Sous-Préfet de l'arrondissement compétent ;

À Montauban, le **06 JAN. 2026**

Le Préfet,

**Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale**

Edwige DARRACQ

Délai et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31 000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- Soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82 000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;

- Soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92 055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.